

**GUISSOU (M. Henri)**, *Député de la Haute-Volta (I. O. M.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [24 mai 1955] (**F. n° 533**); de la Commission de la justice et de législation [16 février 1952] (**F. n° 106**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 8521) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux pensionnés d'invalidité de guerre, résidant outre-mer, les dispositions du décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, **n° 9102**. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8501) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de révision de pensions, **n° 11986**.

#### Interventions :

Son rapport sur les opérations électorales de l'Inde française [19 juillet 1951] (p. 5963). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix en Afrique et la revalorisation des soldes et traitements des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [14 septembre 1951] (p. 7366); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (instituts de médecine tropicale)* [16 décembre 1954]

(p. 6443); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470).

**GUITTON (M. Antoine)**, *Député de la Vendée (I. P.)*.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

#### Dépôts :

Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 46 de la Constitution, **n° 8949**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à étendre aux jeunes artisans ruraux le bénéfice des articles 55 à 62 du décret du 29 avril 1940 relatifs aux prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, **n° 10598**.

#### Interventions :

Est entendu sur un incident (*Attitude républicaine des populations de l'Ouest*) [21 septembre 1951] (p. 7599). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1806); — d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* [27 juin 1952] (p. 3332); — d'une proposition de loi relative

au prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Vassor tendant à tenir compte des améliorations faites par le bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3482) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-83 : *Son amendement tendant à réduire de cinq millions les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (lutte contre la tuberculose bovine)* [21 octobre 1952] (p. 4292 et suiv.) ; le retire (p. 4294) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : *Amélioration de la situation du personnel des services extérieurs, statut du personnel des hôpitaux* [30 octobre 1952] (p. 4588, 4589) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 33-92 : *Amendement de M. Conombo tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux* [8 novembre 1952] (p. 4933) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (nécessité de développer les constructions navales de série à bon marché et d'économiser des frets en devises)* [14 novembre 1952] (p. 5108, 5109) ; le retire (p. 5109) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-21 : *Service des Enquêtes économiques (suppressions d'emplois)* [14 novembre 1952] (p. 5155) ; *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Enquêtes économiques (fonctionnement du contrôle économique)* (p. 5156) ; Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (sociétés de secours mutuels)* (p. 5160, 5161) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales : *demande de seconde délibération de la loi, présentée par M. Cayeux (ses observations sur le coût trop élevé du remboursement intégral des frais de propagande)* [28 mars 1953] (p. 2548, 2549) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense ; son amendement tendant à exiger le contre-seing des ministres intéressés* [7 juillet 1953] (p. 3318) ; le retire (ibid) ; — des interpellations sur la situation sociale, après les grèves d'août : *Observations sur le mode de calcul de la taxe à l'abattage ; réponse à M. Waldeck Rochet* [8 octobre 1953] (p. 4136) ; — du projet de loi por-

tant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (erreurs du recensement des troupeaux, mévente de la viande, possibilités d'exportation)* [13 novembre 1953] (p. 5038, 5039) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-37 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole, présentée par M. Charpentier* [3 décembre 1953] (p. 5927) ; Article additionnel : *Amendement de M. Hénault tendant à réserver 50 millions à l'étude de la thérapeutique et des vaccins contre la tuberculose bovine* (p. 5961) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Investissements (assainissement du marché de la viande)* [31 décembre 1953] (p. 7227, 7228) ; — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Son amendement tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6444, 6462) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 107.100.000 francs les crédits pour l'Assemblée de l'Union française (suppression de la prime de secrétariat)* [11 décembre 1953] (p. 6465) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) Art. 33 : *Indemnisation des sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946* [12 décembre 1953] (p. 6624) ; Art. 4 : *Insuffisance des avances à la caisse nationale d'allocation vieillesse agricole* [13 décembre 1953] (p. 6678, 6679) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 11 : *Évaluation des voies et moyens (fixation du prix du tabac)* [13 décembre 1953] (p. 6748). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du décret d'octobre 1953 relatif à l'organisation du marché des produits laitiers [7 mai 1954] (p. 2216). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Motion de M. Le Roy-Ladurie tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances* [21 juillet 1954] (p. 3499) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 ; Art. 3 : *Amendement de Waldeck Rochet (affectation de l'imposition des rémunérations des dirigeants de sociétés au budget des prestations familiales agricoles)*

[30 juillet 1954] (p. 3763); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, pour 1955, Art. 41 : *La revalorisation du traitement des fonctionnaires* [15 mars 1955] (p. 1433); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Prix planchers, cours indicatifs* [22 mars 1955] (p. 1810); — en troisième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art 11 bis : *Amendement de M. Tourtaud (publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable)* [18 mai 1955] (p. 2881); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Motion de M. Naegelen (suspension de séance)* [30 juin 1955] (p. 3493, 3494); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (présentation du budget pour deux exercices annuels, allocation de la mère au foyer, surcompensation, caisse centrale de secours mutuel agricole)* [19 juillet 1955] (p. 3916, 3917); Art. 11 : *Son amendement (date de création d'un fonds national de surcompensation des prestations familiales)* (p. 3931); *le retire* (ibid); Art. 3 : *Son amendement (date de la mise en vigueur du taux définitif)* [20 juillet 1955] (p. 3967, 3968); *Ses explications de vote* (p. 3979); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets. Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955* [27 juillet 1955] (p. 4378, 4379); deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement (cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* [4 août 1955] (p. 4619); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (élections en U.R.S.S. et apparentements; avertissement solennel sur les conséquences de la loi électorale de 1951)* [2 novembre 1955] (p. 5474, 5475).

**GUITTON (M. Jean)**, Député de la Loire-Inférieure (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires

[18 janvier 1955] (F. n° 482); secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1955] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière, n° 363. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 630. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 1050) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les inscrits maritimes du cumul d'une pension d'invalidité pour maladie avec une pension vieillesse, n° 3564. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 2 de l'acte dit « loi du 9 mars 1941 », validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement, n° 3975. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à reconduire pour les élections municipales de 1953 la loi n° 46-1846 du 24 août 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs ayant quitté leur résidence habituelle du fait des événements de guerre et qui ne l'ont pas regagnée, n° 5706. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de résolution : 1° de MM. Penoy et Elain (n° 6104) tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'effort d'accession à la propriété des groupes d'auto-construction « Castors » ; 2° de